

DREAL des Pays de la Loire - Unité départementale de la
Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Delille - CS 60765
85020 La Roche sur Yon cedex

La Roche-sur-Yon, le 04 Juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPBI

Route de la Roche-sur-Yon
BP 529
85500 Les Herbiers

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2025 dans l'établissement SPBI implanté Route de la Roche-sur-Yon BP 529 85500 Les Herbiers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPBI
- Route de la Roche-sur-Yon BP 529 85500 Les Herbiers
- Code AIOT : 0006300914
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPBI exploite aux Herbiers une usine de fabrication de bateaux de plaisance et une ébénisterie alimentant les autres sites du groupe. Le site s'étend sur 35 hectares et comporte une trentaine d'ateliers (ébénisterie, moulage, montage, ébarbage, divers locaux de stockage, etc). Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 13/09/2001. Depuis, le site a connu de nombreuses modifications.

Cette visite s'est inscrite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avaient été données	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modification des installations	Code de l'environnement, article R.181-46	/	Demande d'action corrective	4 mois
2	Convention de rejet des eaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998 ¹ , article 34	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
4	Bruit	Arrêté Préfectoral du 13/09/2001, article 7.1.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	12 mois
6	Risque foudre - Vérification	Arrêté Ministériel du 04/10/2010 ² , article 21	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	6 mois
11	Rétention - bâtiment 27	Arrêté Ministériel du 01/06/2015 ³ , article 22.I.B	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
12	Rétention – stockage des déchets liquides	Arrêté Préfectoral du 13/09/2021, article 6.1.4	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Rejets d'eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 13/09/2021, article 4.5.3.2.2	Susceptible de suites	Sans objet
5	Risque foudre - Carnet de bord	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Susceptible de suites	Sans objet
7	Peroxydes - Température de stockage	Arrêté Ministériel du 06/11/2007 ⁴ , article 16	Susceptible de suites	Sans objet
8	Peroxydes - Détection et lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 13/09/2001, article 3.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
9	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

1 Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

2 Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

3 Arrêté du 1er juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

4 Arrêté du 6 novembre 2007 relatif à la prévention des risques présentés par les dépôts et ateliers utilisant des substances ou mélanges relevant de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4410, 4411, 4420, 4421 ou 4422

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Émissions de COV	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7-e	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les derniers écarts, relatifs aux émissions de COV et aux risques particuliers liés à l'utilisation de peroxydes organiques, constatés lors de visites précédentes et qui n'avaient pas encore été soldés, ont été levés.

En revanche, d'autres écarts, déjà constatés lors de visites précédentes et concernant en particulier les eaux industrielles rejetées, les émissions sonores, le risque foudre et le risque de déversement accidentels, sont toujours présents, même si une évolution est constatée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
Prescription contrôlée : Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Plusieurs modifications notables des installations autorisées ont été apportées, en particulier : <ul style="list-style-type: none">• l'extension géographique du site ;• la réaffectation de plusieurs bâtiments ;• l'augmentation du niveau d'activité, notamment concernant l'activité ébénisterie. Un dossier de porter à connaissance a été transmis le 22 décembre 2021. Ce dossier a été jugé non recevable et une demande de compléments a été transmise à l'exploitant le 3 janvier 2024. À ce jour, les éléments d'appréciation complémentaires attendus n'ont toujours pas été transmis, ce qui constitue un écart.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Convention de rejet des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions.</p> <p>[...]</p>
Constats précédents <p>La révision de la convention de rejet fait toujours l'objet d'échanges entre l'exploitant et la collectivité : des tests ont été réalisés sur le site en août 2023 pour vérifier l'absence d'introduction d'eaux pluviales dans les rejets d'eaux usées. Aucune anomalie n'a été détectée. La signature d'une nouvelle convention est prévue pour le printemps 2024.</p> <p>Dans l'attente, la convention de rejet autorisant le site des Herbiers à rejeter ses effluents dans le réseau communal et visée par l'arrêté d'autorisation préfectoral du 13/09/2001, est toujours en vigueur.</p>
Constats : <p>La nouvelle convention, qui doit notamment acter le changement de la nature des effluents industriels rejetés dans le réseau d'assainissement communal (les effluents issus des cabines à rideaux d'eau ont été remplacés par des effluents issus des piscines de tests et du lavage des bateaux), n'est toujours pas signée. Selon l'exploitant, sa signature est désormais prévue pour septembre 2025.</p> <p>En l'absence de signature de cette nouvelle convention, il est considéré que l'exploitant n'a pas justifié que l'infrastructure collective d'assainissement est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions, ce qui constitue un écart.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rejets d'eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2021, article 4.5.3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...]

Avant rejet au réseau d'assainissement communal, les effluents doivent respecter les valeurs limites suivantes :

- pH compris en 5,5 et 8,5
- température inférieure à 30°C

Paramètres	Concentration (mg/l) sur 24 heures
MES	600
DBO ₅	800
DCO	2 000
Azote global	150
Phosphate total	50

[...]

Constats précédents

Les résultats des analyses sur le point de rejet « sortie parc » en 2022 et 2023 montrent quelques non-conformités aux valeurs-limites :

- pH : 8,8 en 2022 et 8,9 en 2023,
- azote global : conforme en 2022 et 206,8 mg/l en 2023.

Constats :

Au niveau du point de rejet « sortie parc », une campagne de mesures des effluents industriels rejetés (eau de lavage des bateaux et purge des piscines de test des bateaux) a été réalisée en 2024 et 2025.

Lors de la campagne 2024, un écart était toujours constaté en pH (8,7 au lieu de 8,5). Les autres paramètres analysés, y compris l'azote global, étaient conformes.

Lors de la campagne 2025, l'ensemble des paramètres analysés étaient conformes.

L'écart constaté lors de la visite du 18 octobre 2023 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2001, article 7.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

En limite de propriété de l'établissement, le niveau acoustique doit être inférieur ou égal aux valeurs limites suivantes :

	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	De 7 h 00 à 22 h 00	De 22 h 00 à 7 h 00
Toutes les limites de propriété	65	55

Les mesures sont effectuées selon la norme NFS 31 010.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voies aériennes ou solidiennes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 23 janvier 1997, ces émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergences réglementées et dans le cas d'installations existantes dans les zones émergences réglementées situées à plus de 200 mètres de la limite de propriété concernée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h sauf samedis - dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Constats précédents

Les mesures étaient programmées la veille de l'inspection, mais elles n'ont pu être effectuées en raison des conditions météorologiques. Lors de l'inspection sur le terrain, la réalisation de travaux d'insonorisation d'équipements bruyants, notamment des ventilateurs de cyclones) a été constatée.

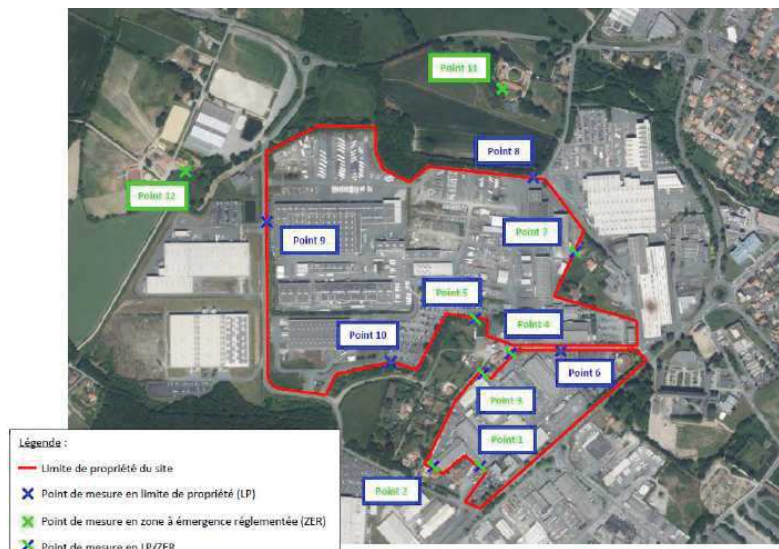
Toutefois, après examen du rapport des mesures des niveaux sonores et des émergences effectuées en 2017, il s'avère que les points de mesure retenus pour l'émergence ne respectent pas les dispositions de l'arrêté et ce choix s'avère pénalisant. En effet, ces points ont été choisis en limite du site alors que, pour les installations existantes, l'arrêté prescrit que les mesures doivent être effectuées "*dans les zones émergences réglementées situées à plus de 200 mètres de la limite de propriété concernée*". Il ne peut donc pas être établi, sur la base de ce rapport, que le site est non-conforme vis-à-vis des émergences réglementaires. La campagne programmée cette année devra donc tenir compte de ces dispositions.

Le constat est cependant maintenu en susceptible de suites en raison d'une non-conformité, non pas en ZER mais au point n°6, en limite de propriété, vis-à-vis des niveaux sonores. Le choix de ce point pose toutefois question sur le caractère représentatif des niveaux en limite de propriété

(point situé près de la voie publique qui "coupe" le site en deux).

Constats :

La dernière campagne de mesures de bruit a été réalisée en avril 2024, par la société SOCOTEC, selon le plan suivant :



Le rapport de mesures met en évidence :

- la levée de l'écart concernant le point de mesure 6, constaté lors de la campagne précédente
- de nouveaux écarts au niveau des points 7 (niveau sonore) et 12 (émergence), en période nocturne :

7	Diurne	63,0	65	Conforme
	Nocturne	63,5	55	Non-conforme

12	Diurne	Ambiant	50,0	44,5	1,5	5	Conforme
		Résiduel	49,0	43,0			
	Nocturne	Ambiant	41,5	38,0	7	4	Non-conforme
		Résiduel	34,5	32,5			

Concernant le point 7, l'exploitant a indiqué avoir identifié un bruit anormal au niveau de la courroie d'un ventilateur. Cette courroie a, depuis, été remplacée. Le retour à la conformité devra être confirmé lors de la prochaine campagne de mesures, à réaliser par anticipation dans un délai maximal d'un an.

Selon le rapport de mesures, la non-conformité au point 12 peut être causée par l'activité d'autres entreprises de la zone d'activité. Toutefois, les émissions des autres sites industriels sont comprises dans le bruit ambiant et dans le bruit résiduel. Si le bruit résiduel est représentatif, ces émissions ne doivent donc pas avoir d'influence sur le calcul de l'émergence. Dans le cadre des prochaines campagnes de mesures, il conviendra de mesurer le bruit résiduel dans des conditions représentatives, permettant de s'affranchir de l'influence des sites industriels voisins dans le calcul de l'émergence.

Il est précisé que, depuis la délivrance de l'autorisation, aucune plainte relative aux émissions sonores du site n'a été transmise à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 5 : Risque foudre - Carnet de bord

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risques naturels
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>[...]</p>
Constats précédents <p>L'exploitant ne tient pas de carnet de bord.</p> <p>Il s'agit d'un document important permettant de tracer l'historique de la protection foudre, au gré des modifications du site. Y doivent y être mentionnés a minima (cf. annexe 5 de l'étude technique du 30 juin 2012) :</p> <ul style="list-style-type: none">• les différentes études foudre (analyse du risque foudre, étude technique), la notice et vérification et de maintenance et leurs éventuelles mises à jour au gré des modifications du site ;• le dossier des ouvrages exécutés des installations de protection contre la foudre ;• les contrôles effectués (vérification visuelle, vérification complète, vérification après coup de foudre). <p>Ce document devra être établi avant la fin de l'année 2023.</p>
Constats : <p>Un nouveau carnet de bord, dont le modèle a été rédigé dans l'étude technique de janvier 2024, a été mis en place. Il précise notamment que les nouveaux dispositifs identifiés dans cette nouvelle étude technique ont été mis en place entre novembre 2024 et juin 2025.</p> <p>L'écart constaté lors de la visite de contrôle du 18 octobre 2023 est levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Risque foudre - Vérification des installations de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risques naturels
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>[...]</p>
Constats précédents <p>Le compte-rendu de vérification des installations de protection contre la foudre "Vérification 2022-PV 15-2022" signé le 24/09/2022 par l'organisme de contrôle a été transmis à l'inspection des installations classées. Ce rapport conclut à l'absence de non-conformité sur l'IEPF (installation extérieure de protection contre la foudre), préconise un complément de protection sur deux conducteurs de descente et conclut à la conformité de l'IIPF (installation intérieure de protection contre la foudre) à l'étude technique.</p> <p>L'examen de ce document appelle cependant les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• le rapport fait état d'une vérification visuelle de l'IEPF du 14/09/2021 et d'une vérification de l'IIPF du 14/09/2020 alors que la vérification est censée avoir été effectuée en 2022 ;• le contenu du rapport est strictement identique au rapport de vérification de 2021 à l'exception d'une préconisation en toute fin du rapport de vérification de 2021 qui n'apparaît plus dans le rapport de 2022. La périodicité réglementaire pour la vérification complète n'est pas donc pas respectée. Par ailleurs, la préconisation de 2021 ("<i>L'installation du TD CVC J7 est une ligne entrante du TGBT vers J7. Le TD est à protéger par parafoudre type 1+2</i>") a été suivie (cf. DOE du 21/12/2021), le nouveau parafoudre aurait dû avoir été vérifié en 2022 et apparaître dans la liste des dispositifs vérifiés en 2022, ce qui n'est pas le cas. Il en est de même pour un parafoudre installé au « TD PC Bat 23 » le 24/02/2022 : il n'est nullement mentionné dans le rapport de vérification du 24/09/2022 ;• le rapport de vérification ne couvre pas les vérifications demandées par la notice de vérification et de maintenance fournie dans l'étude technique. Par exemple, l'étude technique demande à ce que l'inspection visuelle s'assure qu'aucune extension ou modification des structures protégées n'impose la mise en place de dispositions complémentaires de protection, ce qui ne semble pas être effectué par l'organisme de contrôle. Elle demande également à ce que la vérification complète comporte une mesure de la continuité électrique des conducteurs non visibles et une mesure de la résistance des prises de terre. Aucun des deux rapports de vérification de 2021 et 2022 ne comporte de telles mesures. <p>La vérification des installations de protection contre la foudre n'est donc pas conforme aux exigences réglementaires.</p> <p>Une vérification annuelle est programmée avant la fin de l'année 2023. Le rapport de vérification, justifiant d'une vérification complète et conforme, sera transmis à l'inspection des installations classées avant la fin de l'année 2023.</p>
Constats : <p>Une nouvelle analyse du risque foudre et une nouvelle étude technique ont été réalisées en janvier 2024.</p> <p>Au vu du carnet de bord tenu par l'exploitant, la mise en place des nouveaux dispositifs de protection contre la foudre, identifiés dans l'étude technique de janvier 2024, a été achevée en juin 2025.</p>

Il est rappelé à l'exploitant que ces nouveaux dispositifs devront faire l'objet d'une première vérification complète, dans un délai maximal de 6 mois à compter de l'achèvement des travaux.

En ce qui concerne les dispositifs existants de protection contre la foudre repris dans l'étude technique de janvier 2024, la dernière vérification complète (mais non-conforme à la notice de vérification et de maintenance, cf constats précédents) a été réalisée en septembre 2022 et la dernière vérification visuelle en septembre 2021. L'exploitant aurait dû faire procéder à une vérification visuelle des dispositifs existants en 2023 et à une vérification complète de ces dispositifs en 2024 (suite aux constats précédents, il était même demandé à l'exploitant de faire procéder à cette vérification complète avant la fin de l'année 2023).

L'exploitant a expliqué cette absence de vérification par la remise à plat de l'analyse du risque foudre et de l'étude technique, qui a abouti en janvier 2024. Cependant, rien ne justifiait de stopper le programme de vérification des dispositifs existants, jusqu'à la mise en place des nouveaux dispositifs.

Le non-respect du programme de vérification des dispositifs existants constitue un écart.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre, dans un délai maximal de 6 mois, un rapport de vérification complète des dispositifs (existants et nouveaux) de protection contre la foudre identifiés dans l'étude technique de janvier 2024. Cette vérification devra être réalisée conformément à la notice de vérification et de maintenance jointe à cette étude technique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Peroxydes - Température de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/11/2007, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Risque de décomposition

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

La température des peroxydes organiques ou des substances ou mélanges autoréactifs est suivie de manière directe, ou à défaut de manière indirecte par une mesure de la température ambiante, afin de détecter le dépassement des seuils suivants :

- - T1, la température de première alerte ;
- - T2, la température d'urgence.

Les températures T1 et T2 sont déterminées à partir de la température de décomposition auto-accelérée (TDAA) des peroxydes organiques et définies ci-après :

TDAA	T ₁	T ₂
≤ 20°C	TDAA – 20°C	TDAA – 10°C
20°C < TDAA ≤ 35°C	TDAA – 15°C	TDAA – 10°C
≥ 35°C*	TDAA – 10°C	TDAA – 5°C
*Pour les produits de TDAA supérieure ou égale à 50°C et ne nécessitant pas de régulation de température pour le transport, les températures T ₁ et T ₂ sont respectivement 35 et 40°C. L'utilisation de températures-seuils plus élevées est justifiée dans l'étude de dangers.		

L'exploitant justifie les dispositifs qu'il convient de mettre en œuvre pour ne pas dépasser les températures T1 et T2. Il définit au travers de procédures des actions appropriées à mettre en œuvre en cas de dépassement des seuils ci-dessus. Il prévoit notamment une alarme visuelle et sonore qui est déclenchée automatiquement lorsque la température dépasse chacun des deux seuils T1 et T2, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Constats précédents

Le stockage des peroxydes est uniquement effectué dans un local dédié, accolé au bâtiment 27 de stockage de liquides inflammables. Les peroxydes stockés et employés sur le site des Herbiers sont de type D ou E avec une TDAA de 50 à 60°C selon le peroxyde.

La mesure de la température s'effectue au moyen d'un thermomètre accroché dans le dépôt avec un contrôle effectué par un opérateur une à deux fois par jour selon les conditions météorologiques. Cette mesure n'est pas reliée à une alarme sonore et visuelle en cas de dépassement des températures T1 et T2. Il est nécessaire de mettre en place une sonde de température au sein du dépôt, reliée à une alarme sonore et visuelle.

La procédure "gestion du catalyseur" précise qu'en cas de dépassement de la température T2 (40°C), l'opérateur doit avertir le responsable environnement central mais elle n'indique pas les actions à engager. L'exploitant précise qu'en cas de dépassement de la température T2, un arrosage du dépôt serait effectué au moyen d'un RIA. Ces actions doivent être formalisées au travers d'une procédure.

L'opérateur en charge du dépôt indique que lors de la canicule de 2022, le maximum de température relevé a été de 31°C.

Constats :

Le contrôle a porté sur le bunker accolé au bâtiment 27, constituant un dépôt au sens de l'arrêté du 6 novembre 2007.

Les murs de ce dépôt sont constitués de parpaings et la toiture a été isolée, afin de limiter la chaleur. La présence d'une zone abritée, accolée au dépôt, permet de maintenir à l'ombre l'entrée de ce dépôt, qui n'est pas climatisé.

La TDAA des peroxydes utilisés est supérieure ou égale à 50°C. Les températures T1 et T2 sont

donc respectivement égales à 35°C et 40°C.

Une sonde de température a été installée dans le dépôt. Elle est associée à un dispositif d'alarme visuelle et sonore (avec report d'alarme), fixé sur les températures T1 et T2 susmentionnées. Lors de la visite, son bon fonctionnement n'a pas été contrôlé. L'exploitant est incité à vérifier régulièrement le bon fonctionnement de ce dispositif d'alarme.

L'exploitant a modifié sa procédure, afin d'y intégrer les mesures à mettre en œuvre en cas d'atteinte des températures T1 et T2. Ces mesures, définies sous la responsabilité de l'exploitant, n'appellent pas de remarque particulière.

Selon l'exploitant, la température T1 n'a jamais été atteinte dans ce dépôt.

Les écarts constatés lors de la visite du 18 octobre 2023 sont levés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Peroxydes - Détection et lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2001, article 3.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de décomposition
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'installation doit être équipée de sprinklers, actionnés automatiquement par un détecteur de fumées ou de tout autre dispositif dont l'efficacité équivalente a été démontrée. Dans ce cas, le débit d'eau à assurer est au minimum de 10 l/mn/m² de surface au sol pour une durée minimale d'une heure.</p>
Constats précédents <p>Le dépôt est équipé d'un système d'extinction automatique de type sprinklage. La température de déclenchement est fixée à 93°C.</p> <p>Le débit de sprinklage n'a pu être vérifié.</p>
Constats : <p>Le contrôle a porté sur le bunker accolé au bâtiment 27, constituant un dépôt au sens de l'arrêté du 6 novembre 2007.</p> <p>L'exploitant a présenté des justificatifs démontrant que le débit d'eau de l'installation de sprinklage du dépôt peut atteindre 15 l/mn/m².</p> <p>Les suites de la visite du 18 octobre 2023 sont soldées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Constats précédents

[...] Selon le PGS 2023, la consommation de solvants du site aurait atteint environ 153 t. Ce résultat est toutefois sujet à caution, compte tenu des nombreuses insuffisances relevées et en particulier :

- Les activités du site, concernées par la démarche, ne sont pas précisées.
- Les références utilisées (notamment les guides) ne sont pas précisées.
- La méthodologie employée et les hypothèses retenues, notamment pour quantifier les solvants contenus dans les produits utilisés, ainsi que pour identifier et exclure les COV n'étant pas des solvants, ne sont pas expliquées. À titre d'exemple, la part d'acétone contenue dans certaines résines n'a pas été prise en compte dans le PGS, sans justifier qu'il ne s'agit pas d'un solvant.
- Une partie des solvants utilisés n'est pas prise en compte dans le PGS. Cela concerne notamment les solvants présents dans les colles à prise physique (type néoprène), dans les vernis et assimilés et dans le démoulant. Ces solvants sont néanmoins pris en compte dans le bilan des émissions de COV du site (cf point de contrôle 3)
- Le nom des produits n'est pas indiqué dans le PGS. Il est donc impossible de faire le lien entre le PGS et les FDS.
- Le nom de certaines colonnes du tableau de recensement des produits solvantés n'est pas assez clair. Par exemple, il apparaît que la colonne « facteur » correspond à la densité du solvant.
- Les solvants régénérés en externe doivent être comptabilisés en O8, pas en O6.
- Les actions prises ou prévues pour limiter la consommation de solvants ne sont pas indiquées.

Le PGS élaboré par l'exploitant ne correspond donc pas au document attendu, ce qui constitue un écart. De manière générale, un PGS ne peut pas se limiter à des tableaux de recensement et de calculs, sans autre explication.

L'exploitant transmet une synthèse annuelle du PGS, via GERE, mais il ne transmet pas l'ensemble du PGS, ce qui constitue un écart. Par ailleurs, dans la déclaration GEPEP 2023, la consommation et les émissions de COV indiquées sont légèrement différentes de celles mentionnées dans le PGS 2023.

L'exploitant devra prendre en compte l'ensemble de ces remarques lors de l'élaboration des prochains PGS.

Constats :

L'exploitant utilise des solvants pour ses activités de moulage, de vernissage et d'application de revêtement adhésif (colles à prise physique telles que les colles néoprènes). Il est rappelé que les COV réactifs (par exemple le styrène contenu dans les résines, le gel-coat et les colles polyester) ne constituent pas des solvants au sens de la réglementation sur les installations classées.

Le PGS 2024 a été transmis à l'inspection des installations classées via la plate-forme GERE. Il s'agit d'un PGS simplifié, associé à un schéma de maîtrise des émissions de COV. Le contrôle a consisté à

examiner la cohérence du PGS 2024, par sondage.

Au vu de ce document, en 2024, la consommation de solvants s'est établie à 113,2 t et les émissions de solvants ont atteint 93,3 t.

Le PGS intègre désormais les parties suivantes :

- Une description des activités du site concernées par la démarche.
- Les références utilisées (notamment les guides).
- Une description et une justification de la méthodologie employée et des hypothèses retenues, notamment pour quantifier les solvants contenus dans les produits utilisés et dans les déchets évacués.
- Une analyse des incertitudes et des pistes de fiabilisation des données.
- Les actions prises ou prévues pour limiter la consommation de solvants et, de manière générale, les émissions de COV.

Il convient néanmoins de clairement :

- identifier les solvants utilisés dans le cadre de l'application de revêtement adhésif, actuellement intégrés aux autres activités du site, même si cette activité apparaît marginale sur le site
- indiquer l'absence d'utilisation de COV « CMR » ou particulier (mentionnés aux 7.b et 7.c de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998).

Même si des améliorations peuvent encore être apportées aux PGS établis annuellement par l'exploitant, considérant que la réglementation applicable ne détaille pas les attendus de ce document, il est considéré que le PGS 2024 est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Émissions de COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7-e
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suites qui avaient été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Les valeurs limites d'émissions relatives aux COV définies au premier alinéa du a) de l'article 27-7 ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV, tel que défini ci-après.</p> <p>Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté.</p> <p>Le schéma est élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation.</p> <p>NB :</p> <p>Pour les activités de fabrication de composites et de vernissage, l'article 5.3.2 de l'arrêté d'autorisation du 19 septembre 2001 (modifié par l'arrêté complémentaire du 12 avril 2005) fixe le mode de calcul de l'émission annuelle cible.</p> <p>Toutefois, pour l'activité de fabrication de composites, cette émission cible n'a pas été fixée conformément à la circulaire du 23 décembre 2003. Ainsi, le mode de calcul des installations autorisées avant le 1er janvier 2001 a été utilisé, alors que les installations ont été autorisées le 13 septembre 2001.</p> <p>L'activité de collage par réticulation à l'aide de colles polyesters est assimilée à la fabrication de composites en moule. Ainsi, afin de déterminer l'EACcomposite, l'ensemble des COV utilisés pour ces opérations est retenu. Cette approche apparaît justifiée par l'organisation du process et la nature des produits utilisés. Ainsi, les résines polyesters et les colles polyesters sont très proches et, dans les deux cas, la réaction est initiée/catalysée par un peroxyde organique et entraîne l'émission de styrène.</p> <p>Cet article 5.3.2 ne fixe pas l'émission annuelle cible à respecter pour l'activité d'application de revêtement adhésif (colles à prise physique, telles que les colles néoprènes).</p> <p>Cet article 5.3.2 sera modifié dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance de modifications, déposé par l'exploitant en décembre 2021 et pour lequel une demande de compléments a été transmise le 3 janvier 2024.</p> <p>Dans le cadre de cette visite et par anticipation, l'émission annuelle cible du site (EACtotale) a été déterminée en application de cette circulaire du 23 décembre 2003, par les formules suivantes :</p> $EAC_{totale} = EAC_{composite} + EAC_{vernissage} + EAC_{adhésif}$ $EAC_{composite} = 0,3 \times (I1_{composite} + I2_{composite})$ $EAC_{vernissage} = 1 \times ES_{vernissage} \text{ (puisque } C_{vernissage} > 25 \text{ t/an)}$ $EAC_{adhésif} = 1,6 \times ES_{adhésif} \text{ (puisque } C_{adhésif} < 25 \text{ t/an)}$ <p>Constats précédents</p> <p>[...] Afin de déterminer les émissions annuelles totales de COV du site, l'exploitant élabore, en parallèle du PGS, un bilan des émissions de COV, en deux parties. La première partie (BCM) porte sur les émissions de COV hors PGS. La seconde partie (bilan) agglomère les résultats du BCM et du PGS. Selon ce bilan des émissions 2023, les émissions totales de COV auraient atteint environ 172 t. Ce résultat est toutefois sujet à caution, compte tenu des nombreuses insuffisances relevées, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le périmètre de la partie BCM n'est pas clair. En effet, on y retrouve les émissions liées à l'utilisation de colles à prise physique (type néoprène) et les vernis et assimilés, alors que, s'agissant de solvants, ces émissions devraient être intégrées au PGS.

- Dans le bilan, les émissions prises en compte correspondent à une estimation des émissions du site en 2025, et pas aux émissions réelles de 2023. Ainsi, les émissions totales indiquées dans ce bilan ne correspondent pas à la somme des émissions du PGS 2023 et du BCM 2023.
- La méthodologie employée et les hypothèses retenues, notamment pour identifier les COV réactifs (exclus du PGS) et pour déterminer leur taux d'émission de COV, ne sont pas expliquées. À titre d'exemples :
- Le méthacrylate (COV réactif se substituant partiellement au styrène dans certaines résines) ne semble pas avoir été pris en compte.
- Les émissions de COV liées à l'utilisation de colle polyuréthane ont été déterminées sur la base du taux de COV de la colle avant son application. Or, puisqu'il y a réaction chimique, rien ne garantit que cette hypothèse est pertinente.
- Le taux d'émission du styrène semble avoir été basé sur le Guide de rédaction d'un schéma de maîtrise des émissions de COV dans le secteur des composites (polyester) - Fédération de la plasturgie - 13 02 2004, qui fixe des taux d'émission de COV en fonction de la technique d'application et du taux de styrène. Néanmoins, l'exploitant a indiqué que les taux retenus pour le site ont été fixés il y a plusieurs années et il n'a pas été en mesure de justifier qu'ils sont toujours pertinents.
- Les diluants et solvants de nettoyage ne sont pas clairement affectés à une activité, alors que c'est indispensable au calcul de l'EACcomposite.
- Puisque la colonne V précise les consommations de produits solvantés, il convient de ne pas la nommer « I1+I2 ». En effet, par convention, ce terme I1+I2 correspond à la quantité de COV utilisés (ou de solvants utilisés dans le cadre d'un PGS). Ce terme I1+I2 correspond en réalité à la colonne X.
- Dans le but d'observer l'évolution des émissions de COV, ces émissions doivent être présentées par activité et rapportées à une unité représentative de chaque activité.

Selon l'exploitant, pour 2023, l'émission annuelle cible du site (EACtotale) était égale à 259 t. Toutefois, la méthode utilisée présente les insuffisances suivantes :

- Il n'est pas précisé, pour chaque type de COV émis, l'activité (moulage, vernissage, etc.) à laquelle cette émission se rattache. Ainsi et à titre d'exemple, il n'est pas possible de déterminer la part d'acétone liée à l'activité de moulage. Il n'est donc pas possible de déterminer l'émission annuelle cible de l'activité composite (EACcomposite), qui dépend de la quantité de COV utilisés.
- [...]
- Les calculs de EACvernissage et de EACadhésif (lignes 18, 19 25, 26 et 27) sont erronées. En effet, le ratio (par exemple 1,6 kg/kg) doit être appliqué à la quantité d'extraits secs, pas à la quantité de COV dans les produits.

Le schéma de maîtrise des émissions élaboré par l'exploitant ne correspond donc pas au document attendu, ce qui constitue un écart. En ce qui concerne en particulier la détermination de EACtotale, il est néanmoins rappelé que l'arrêté d'autorisation du 13 septembre 2001 doit être modifié pour clarifier sa méthode de calcul.

Au vu des éléments fournis, sous réserve des insuffisances relevées et en prenant en compte une EACréticulation égale à 0, l'EACtotale pour 2023 aurait été égale à 241 t.

Compte tenu des incertitudes liées à la détermination des émissions totales et de l'émission annuelle cible, il est impossible de conclure quant à la conformité des émissions.

L'exploitant devra prendre en compte l'ensemble de ces remarques lors de l'élaboration des prochains bilans des émissions de COV.

Constats :

Les activités de fabrication de composites (intégrant le collage par réticulation par une colle polyester), de vernissage sur bois et d'application de revêtement adhésif sont émettrices de COV. Cette dernière activité est toutefois à l'origine d'émissions marginales, en comparaison avec celles liées aux activités de fabrication de composites et de vernissage.

Les émissions liées à des solvants sont gérées par le PGS (cf point de contrôle 9). Les émissions de COV exclues du PGS (car liées à la présence de COV réactifs), sont déterminées annuellement, dans le cadre du schéma de maîtrise des émissions (SME) de COV. Le contrôle a consisté à examiner la

cohérence du bilan des émissions 2024, par sondage, et à vérifier la détermination et le respect de l'émission annuelle cible (EAC).

Au vu de ce bilan, en 2024, les émissions totales de COV ont atteint 101,6 t (dont 8,4 t de styrène). Cette baisse, par rapport aux années précédentes, s'explique principalement par une réduction temporaire du niveau d'activité.

Par ailleurs, en 2024, des quantités significatives de déchets contenant du styrène ont été évacués. Selon l'exploitant, ces quantités pourraient s'expliquer par la faible activité du site et par les périodes de chômage partiel, qui ont entraîné la péremption d'une partie des mélanges. Il aurait été pertinent d'intégrer cette explication au SME 2024.

Suite aux remarques formulées lors d'une précédente visite d'inspection, le SME intègre désormais les parties suivantes :

- Une description des activités du site concernées par la démarche.
- Les références utilisées, notamment le guide de 2004 relatif aux émissions de COV dans le secteur des composites (polyester).
- Une description et une justification de la méthodologie employée et des hypothèses retenues, notamment pour déterminer le facteur d'émission, en fonction du taux de styrène et de la méthode d'application.

Le bilan des émissions 2024 présente cependant les imprécisions suivantes :

- Le diméthacrylate de tétraméthylène (n° de CAS 2082-81-7), qui a remplacé une partie du styrène dans certaines formulations, n'est pas mentionné. Même s'il apparaît que cette substance n'est pas un COV, il convient de s'assurer de son rôle dans la formulation, et en particulier s'il s'agit d'un réactif entraînant l'émission de COV et, le cas échéant, en quelle quantité.
- L'activité de collage par réticulation à l'aide d'une colle polyuréthane (colle mono-composant ou bi-composants) n'est pas prise en compte et il n'est pas justifié qu'elle n'est pas susceptible d'entraîner l'émission de COV.

Au vu des quantités utilisées de colle PU et de diméthacrylate de tétraméthylène, ces imprécisions, qui devront être levées dans les prochains SME, ne sont pas jugées susceptibles de modifier significativement le calcul des émissions totales de COV.

Pour 2024, l'émission annuelle cible est la suivante :

$$EAC = EAC_{\text{composite}} + EAC_{\text{vernissage}} + EAC_{\text{adhésif}} = 45,4 \text{ t} + 97,5 \text{ t} + 0 \text{ t}^* = 142,9 \text{ t}$$

* Concernant l'activité d'application de revêtement adhésif, l'exploitant ne détermine pas d'émission cible. Cependant, compte tenu de la faible quantité de revêtements adhésifs utilisés et de la faible part d'extraits secs dans ces formulations, cette $EAC_{\text{adhésif}}$ serait négligeable.

En 2024, les émissions totales de COV ayant été limitées à 101,6 t, l'EAC a été respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rétention - bâtiment 27

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22.I.B

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

La rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir.

L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillies, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

NB :

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 et les dispositions de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 sont applicables au site, selon les modalités particulières précisées dans le II de l'annexe IX de l'arrêté du 1er juin 2015.

Constats précédents

Le bâtiment 27 est dédié au stockage de plusieurs dizaines de tonnes de liquides inflammables en réservoirs mobiles.

Une rétention est assurée par un seuil étanche, faisant le tour du bâtiment, sauf au niveau de deux accès pour les chariots élévateurs. Ces accès sont munis d'une barrière étanche, à déclenchement manuel et situé uniquement dans le bâtiment, permettant de fermer la rétention. Selon l'exploitant, ces barrières sont abaissées en dehors des périodes d'exploitation (pause méridienne et période nocturne). Le dispositif d'obturation n'est pas maintenu fermé, ce qui constitue un écart.



Le dispositif actuel ne présente pas des garanties suffisantes en termes de prévention des risques. En effet, en période d'exploitation, ces barrières seraient abaissées et la rétention serait opérationnelle seulement si un opérateur constatait un déversement accidentel (ou un incendie) et si cet opérateur pouvait accéder au déclencheur manuel (situé dans le bâtiment). Dans les autres cas, un déversement accidentel (pouvant être enflammé) ne serait pas confiné dans le bâtiment et pourrait entraîner des effets dominos.

Il est demandé à l'exploitant de détailler, dans un délai maximal de 6 mois, les mesures prévues pour lever cet écart.

L'exploitant a indiqué réfléchir à la mise en place d'un dispositif de fermeture automatique, asservi à une détection de liquide.

Constats :

L'exploitant a programmé le remplacement des deux barrières manuelles par des barrières résistantes au feu, à déclenchement automatique sur détecteur de liquide (dispositif mis en place sur d'autres sites du groupe).

Les travaux, prévus initialement en semaine 25 de l'année 2025, ont été reportés à la semaine 29.

À ce jour, l'écart constaté lors de la visite du 6 juin 2024 n'a donc pas encore été levé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous un mois, les justificatifs de mise en place de ces nouveaux dispositifs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Rétention – stockage des déchets liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2021, article 6.1.4

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Prescription contrôlée :

Dans l'attente de leur élimination finale, les déchets sont stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol,...).

Les stockages de déchets liquides sont soumis aux prescriptions du titre 4 du présent arrêté.

Extrait de l'article 4.4.4 de l'arrêté du 13 septembre 2001 :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention, de volume au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Constats :

Plusieurs GRV et fûts de déchets liquides dangereux sont entreposés sur l'aire de tri des déchets dangereux, localisée au centre du site. La plupart des réservoirs mobiles ne sont pas munis de rétentions mobiles. La rétention est théoriquement assurée par l'aire de tri, munie d'un revêtement étanche et d'un seuil surélevé sur sa périphérie, sauf au niveau de l'accès des chariots élévateurs. Cet accès est muni d'une barrière (dont l'étanchéité n'a pas été contrôlée lors de la visite) à déclenchement manuel, permettant de fermer la rétention. Lors de la visite, cette barrière était relevée malgré l'absence de passage de chariot.



La capacité de rétention est ainsi inopérante. Par conséquent, les conditions d'entreposage de ces déchets liquides dangereux ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 4.4.4 et présentent un risque de pollution des eaux et des sols, ce qui constitue un écart aux dispositions de l'article 6.1.4.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois